

Daniel Bensaïd

Après les accords de Dayton Scénario d'une partition annoncée

Les accords de Dayton, conclus à l'arraché sous le patronage des États-Unis, ne constituent sans doute pas une solution définitive des conflits dans l'ex-Yougoslavie. Ils tournent cependant la page de quatre ans de guerre sans merci, instaurant un cessez-le-feu qui n'est pas encore la paix mais qui soulage les populations du fardeau quotidien de la guerre. Leur ratification est propice à un retour sur ce passé encore brûlant.

Depuis le début des affrontements, les confusions se sont ajoutées aux confusions, et les préjugés idéologiques se sont mêlés à une indignation morale légitime. Celles et ceux qui sont allés voir se sont brûlé les yeux à l'horreur insoutenable des camps, des viols, des opérations de purification territoriale et ethnique. Cette horreur ne se quantifie pas. Elle révèle tout simplement, dans son inquiétante cruauté ce que l'humain peut faire subir à d'autres humains. On parle de « vieux démons », « de guerres d'un autre âge ». Or cette guerre, révélatrice de notre présent, est on ne peut plus « actuelle ».

Rien n'effacera l'aveuglante noirceur de Vukovar, de Srebrenica, de Mostar ou de Knin. Mais les analogies émotives ne permettent pas de saisir l'originalité du conflit en tant que laboratoire d'un national-populisme né de la décomposition de l'ancien régime. Le dénouement provisoire de Dayton et de Paris met en évidence leur superficialité. On se souvient de la fameuse affiche Hitler-Milosevic. Du point de vue moral, il n'y a pas de degrés ou de hié-

rarchie dans les actes de barbarie. Mais, d'un point de vue politique, l'amalgame n'a aucun sens. La Serbie issue de l'explosion yougoslave n'a rien de comparable avec l'expansionnisme allemand sous le nazisme qui était celui d'une force industrielle et militaire de premier plan. Pour les grandes puissances, à commencer par les États-Unis, elle reste un protagoniste mineur de la géopolitique mondiale. Les forces de l'Otan sont intervenues quand elles l'ont voulu, en amenant tous les acteurs du conflit à négocier sous leur contrainte.

Aux origines

Au début, certains ont voulu voir dans le conflit serbo-croate l'expression d'une rébellion démocratique contre l'oppression nationale, au point de prendre imprudemment parti pour la Croatie, rempart et frontière d'un Occident européen et judéo-chrétien. Il y avait bien dans la Yougoslavie d'hier, dans le contexte général d'une démocratie étouffée par le parti unique, une question nationale endémique, tant bien que mal maîtrisée sous Tito grâce à la légitimité de la résistance et de la Libération. Il est cependant difficile de parler d'oppression nationale des Croates par les Serbes. En réalité, face à la dislocation du régime bureaucratique, aux bouleversements mondiaux consécutifs à l'unification allemande et à la dislocation de l'URSS, les dirigeants croates et slovènes ont jugé qu'ils avaient plus de chance d'obtenir leur ticket d'entrée dans l'Eldorado européen en faisant cavalier seul. La reconnaissance inconditionnelle de leur droit à l'autodétermination n'impliquait pas pour autant d'approuver la séparation et le démembrement de la Yougoslavie.

Une fois ces tendances centrifuges à l'œuvre, le discrédit du régime, l'aspiration à une démocratie niée par le parti-État, le précédent du Kosovo, les peurs des minorités enclavées de

part et d'autre, ont fait le reste. Dès lors, les projets croates et serbes devenaient pratiquement symétriques : la volonté de constituer, de part et d'autre, des territoires homogènes mettait en branle la terrible logique de purification et le déplacement massif des populations était en marche. Entre les apparatchiks serbes et croates recyclés dans le nationalisme et jouant leurs atouts respectifs, si minoritaire et symbolique fut-elle, la position des mouvements anti-guerre méritait seule un soutien internationaliste.

Enjeux bosniaques

En revanche, lorsque la question bosniaque est devenue la clef de la situation, le soutien sans réserves ni hésitations à la Bosnie s'imposait. Indépendamment de l'idéologie de ses dirigeants, la Bosnie constituait, en raison de son pluralisme national et culturel, le principal obstacle à l'escalade nationaliste et au grand partage exclusif entre Serbes et Croates. Il n'est cependant pas inutile de rappeler que certains des défenseurs zélés de cette Bosnie pluraliste avaient accepté, voire souhaité et encouragé, la fin du pluralisme yougoslave. Or, une fois la Yougoslavie éclatée, l'engrenage était en marche et le scénario de la tragédie bosniaque tracé.

La solidarité avec la Bosnie vise à donner aux Bosniaques eux-mêmes la plus grande marge de choix d'un compromis éventuel dans un rapport de force défavorable. Mais comment cette solidarité pouvait-elle s'exprimer ? Par l'exigence de la levée de l'embargo sur les armes et du jugement international des criminels de guerre, certes. Dans les conflits des années soixante ou soixante-dix, la solidarité avait cependant une forme principalement militante. Dans le cas de la Bosnie, cette solidarité à la base s'est exprimée par des jumelages,

des convois syndicaux (notamment à destination de Tuzla), l'accueil de réfugiés. Si nécessaire soit-elle, cette solidarité militante est restée une goutte d'eau comparée aux grosses machineries étatiques et humanitaires mises en place au cours des années quatre-vingt.

Dès lors, la question de la solidarité s'est de plus en plus confondue avec celle de l'intervention aérienne sans que les buts de cette intervention militaire soient d'ailleurs clairement définis. Une intervention des forces de l'Onu ne peut avoir de sens que pour faire respecter et consolider un compromis entre les protagonistes. Un tel compromis n'existant pas, les « soldats de la paix » se retrouvaient dans une situation intenable entre marteau et enclume. L'autre intervention, réclamée à cor et à cri par les intellectuels les mieux intentionnés (voir l'Appel d'Avignon) ne pouvait être qu'une intervention directement belligérante afin de dicter aux différents acteurs du conflit les conditions d'un compromis imposé.

C'est très exactement ce qui s'est passé. Pendant que le Congrès américain discutait de la levée de l'embargo, l'offensive croate d'août en Krajina se préparait. Planifiée avec l'aide de l'Allemagne et des États-Unis, elle a redistribué les cartes, modifié les rapports de forces et préludé aux frappes aériennes contre les Serbes de Bosnie. Cette intervention « réellement existante » est significativement passée de la responsabilité de l'Onu à l'autorité de l'Otan. Derrière la « paix américaine », on retrouve ainsi la même « bande des trois » (États-Unis, France, Angleterre) que dans la guerre du Golfe.

Une et divisible

On comprend très bien que les accords de Dayton soient acceptés, sans enthousiasme mais avec soulagement, par des populations meurtries, lasses de quatre ans de combats, de

morts et de terreur. Leur compromis précaire est parfaitement résumé par la formule : « Une Bosnie une et divisible. »

Une : les accords enregistrent « la souveraineté et l'intégrité territoriale » ; ils créent une chambre de représentants et une chambre des peuples ainsi qu'une présidence tripartite ; ces institutions « unitaires » auraient notamment compétence en matière de politique étrangère, de commerce extérieur et de politique monétaire ; enfin « chaque membre de la présidence a, de par sa fonction, le commandement civil des armées ».

Divisible : les accords reconnaissent l'existence de deux « entités », une Fédération croato-musulmane et une République serbe de Bosnie ; les citoyens jouiront d'une double nationalité : celle de leur propre entité et celle de la Bosnie-Herzégovine ; chacune des entités pourra établir des relations avec les États voisins « en conformité avec l'intégrité de la Bosnie-Herzégovine ». La signature des accords par Milosevic au nom des Serbes de Bosnie donne un avant-goût de ces relations privilégiées avec le voisinage. Réciproquement, on n'a pas oublié que les Croates d'Herzégovine ont participé aux dernières élections législatives de... Croatie ! Enfin et surtout, le traité mentionne « les armées » qui seraient coordonnées par la présidence commune, mais demeureraient séparées. Il y a là tous les éléments d'une partition en pointillés.

Une et divisible ? La formule n'est pas forcément pour déplaire au président Izetbegovic, qui n'a pas renoncé à la perspective d'une Bosnie « musulmane », consommant le découpage ethnique.

N'a-t-il pas proposé un amendement constitutionnel excluant que son successeur éventuel soit issu d'un autre parti que le sien, le SDA. Les intellectuels laïques de Sarajevo ont

à ce propos exprimé leur crainte pour l'avenir démocratique et pluraliste de la Bosnie.

En outre, la Bosnie-Herzégovine « souveraine » sera aussi un État dépendant. Non seulement du fait de la présence d'une armée étrangère de 60 000 hommes sur son territoire, mais aussi du fait de la précision apportée à l'article 7 de l'annexe IV : le premier gouverneur de la Banque centrale sera nommé par... le FMI !

Cartes redistribuées

Les tenants passionnés de l'intervention aérienne en Bosnie ont fait preuve de quelque angélisme ou aveuglement en ignorant que cette paix américaine serait le résultat politique prévisible de l'action militaire.

Une nouvelle fois, les États-Unis ont affirmé leur hégémonie en dictant littéralement les conditions du cessez-le-feu. Ils ont renforcé leur présence dans la région en se constituant en arbitre, en participant substantiellement à la force de l'Otan (Ifor) chargée de faire respecter les accords, sans oublier la présence de la Turquie en tant que pièce du dispositif de l'Otan dans la région. L'Allemagne, qui a largement contribué en sous main à l'armement de la Croatie et à la préparation matérielle de l'offensive à Krajina, a également tiré les marrons du feu en élargissant la dynamique d'une zone mark, non seulement à la Slovénie et à la Croatie, mais aussi à la Bosnie. La France a déployé un activisme, destiné « à tenir son rang » à la veille de négociations délicates sur la composition du conseil permanent de sécurité de l'Onu, activisme récompensé par la signature à Paris des accords de Dayton ; la reprise des essais à Mururoa s'explique aussi en partie par la volonté de réaffirmer son appartenance au club restreint des puissances nucléaires. Mais elle a aussi démontré

son incapacité à jouer un rôle militaire de premier plan sans la logistique américaine ; d'où sa réintégration progressive dans les struc-

tures de l'Otan. Enfin, la Russie en plein marasme est apparue aux yeux de ses alliés d'hier (en l'occurrence la Serbie) trop affaiblie

pour peser sur les grandes redistributions internationales.

Rouge n° 1665, 21 décembre 1995